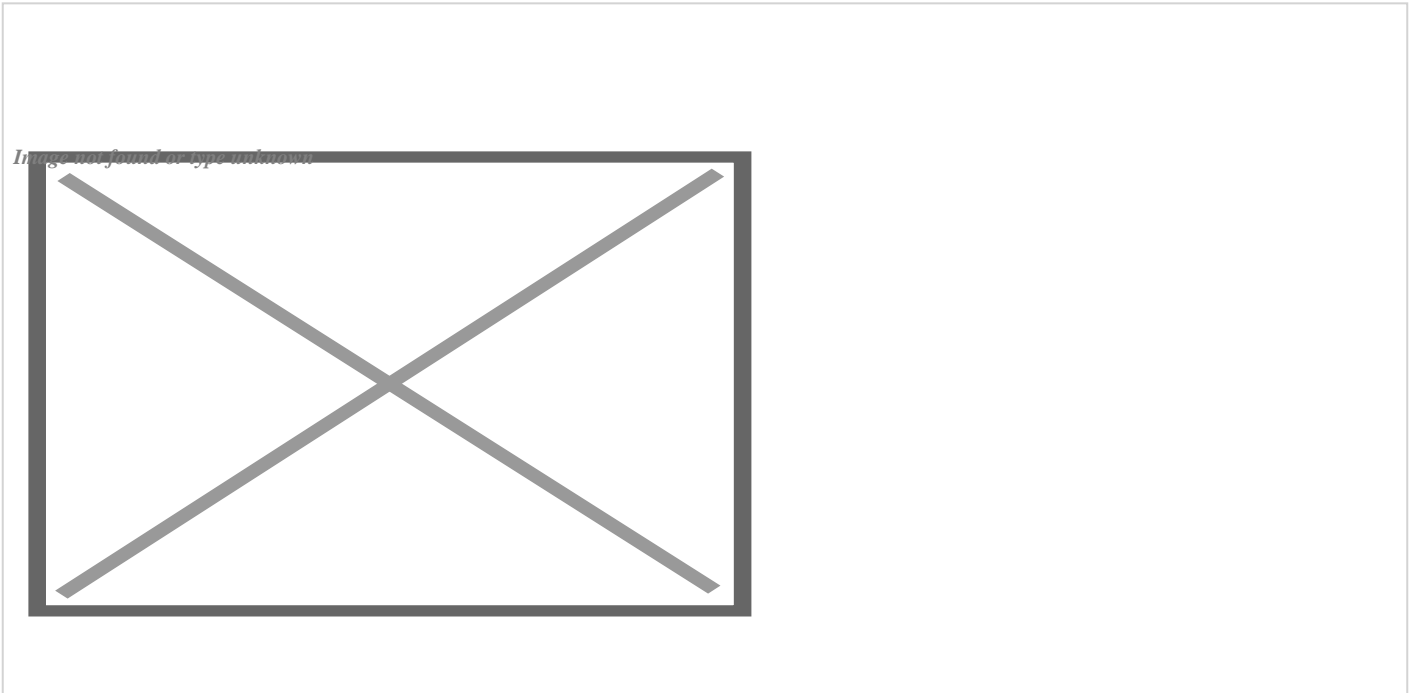


La menace d'une fermeture du gouvernement américain s'éloigne



Par María Josefina Arce

Au cours des dernières heures, la menace d'une possible fermeture du gouvernement américain en raison d'un manque de fonds s'est atténuée. La Chambre des représentants, avec le soutien du groupe démocrate, a finalement approuvé une proposition du leader républicain de la Chambre des représentants, Mike Johnson, mais celle-ci doit encore être approuvée par le Sénat et signée par le président.

La prolongation de 45 jours, accordée en septembre dernier par Kevin McCarthy, alors chef de file des républicains à la Chambre des représentants, expire vendredi prochain. L'accord conclu après un pacte avec les démocrates a conduit à sa destitution par les membres les plus conservateurs du groupe parlementaire de son parti.

La proposition de M. Johnson prolonge le financement de certaines agences gouvernementales jusqu'à mi-janvier et d'autres jusqu'au début du mois de février.

Ainsi, le financement des programmes d'aide aux anciens combattants et des projets dans les domaines de l'agriculture, des transports, du logement, de l'énergie et de l'exploitation minière serait

prolongé jusqu'au 19 janvier, tandis que le département d'État, la défense et la sécurité intérieure bénéficieraient d'un financement jusqu'au 2 février.

Mais cette formule ne plaît pas à tous les républicains. En effet, sur les 95 votes négatifs, 93 provenaient de membres de ce parti. Ils soulignent qu'elle ne prévoit pas les coupes budgétaires qu'ils réclament pour divers programmes gouvernementaux et un contrôle plus strict de l'immigration à la frontière avec le Mexique.

Le plan de dépenses ne tient pas non plus compte de la demande du président américain Joe Biden d'augmenter les ressources pour soutenir l'Ukraine et Israël, auxquels le gouvernement a alloué des fonds substantiels, même si beaucoup s'interrogent à ce sujet.

Une fermeture du gouvernement signifierait que les agences fédérales, à quelques exceptions près, devraient cesser leurs activités. De nombreux fonctionnaires ne seraient pas payés.

La même situation se présenterait aux travailleurs des entités qui remplissent des fonctions essentielles et qui continueraient à travailler pendant la fermeture.

De 1976 à aujourd'hui, les États-Unis ont connu une vingtaine de fermetures d'administrations publiques, pendant des heures ou des jours. En 2018, sous la présidence de Donald Trump, on a enregistré la plus longue fermeture en quatre décennies.

Elle a duré trente-cinq jours et a coûté environ onze milliards de dollars. Cette situation a été provoquée par la demande de Trump de fonds supplémentaires pour la construction d'un mur à la frontière avec le Mexique, mais s'est heurtée au refus des démocrates.

Le Sénat doit maintenant approuver la proposition et le président Joe Biden doit la signer avant le 17 à minuit, faute de quoi les États-Unis connaîtraient une nouvelle fermeture du gouvernement, avec les conséquences habituelles pour près de deux millions d'employés du gouvernement et des pertes économiques.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/339490-la-menace-dune-fermeture-du-gouvernement-americain-seloigne>



Radio Habana Cuba